



**Rentrée à l'Université Sorbonne Paris Nord :  
Le gouvernement détruit l'Université, l'Université suit le mouvement  
les yeux fermés**



**Alors que la 2e vague** était sur toutes les lèvres depuis des mois, la ministre de l'ESR n'a, à l'instar de ses collègues de l'Éducation nationale ou de la santé, absolument rien mis en place pour prévenir sérieusement cette deuxième vague et protéger personnels et étudiant·e·s : embauches significatives de personnels, réquisition de locaux (et adaptation des locaux pour permettre leur bonne ventilation), augmentation réelle du budget de l'ESR au-delà des mensonges et des effets de manche.

Alors que les images d'amphis surchargés, de files d'attente devant les RU, de groupes de TD non dédoublés, de transport en commun bondés, se sont multipliées depuis 2 mois, la ministre a préféré

mettre en avant la responsabilité des jeunes étudiant·e·s plutôt que la sienne et celle de son gouvernement, niant au passage l'existence de contaminations au sein des universités.

Alors que parallèlement, ces derniers mois, le MESRI s'est bien plus occupé à détruire la recherche publique avec une LPR votée au pas de charge à l'Assemblée nationale et au Sénat ; que les ministres de l'Éducation nationale ou de l'Intérieur, à la suite d'une instrumentalisation honteuse de l'assassinat de Samuel Paty, imposent médiatiquement des débats nauséabonds et inacceptables sur un prétendu « islamo-gauchisme » qui gangrènerait l'université (où le personnel de l'université serait le chantre du terrorisme), et attaquent des organisations syndicales, dont SUD éducation ; que le Sénat vote une atteinte grave aux libertés académiques, le virus était bien là et le personnel et les étudiant·e·s en ont fait les frais.

Tous ces mois d'impréparation et d'incurie nous imposent une seconde fermeture des Universités, alors que les classes préparatoires CPGE et les BTS sont ouverts aux étudiant·e·s bac+2. La pandémie révèle les précarités à l'université, parent pauvre de l'Enseignement Supérieur, consolidées par les politiques gouvernementales successives : LMD, LRU, LOLF, et budgets insuffisants alors que le nombre d'étudiant·e·s augmente chaque année !

**Mais cette crise sanitaire révèle en réalité des dysfonctionnements profonds et graves déjà présents dans les universités.** Depuis des années, les recrutements de personnels administratifs et d'enseignant·e·s-chercheur·se·s sont en complet décalage avec les besoins, dans une stratégie de mise en faillite du service public dont on voit en ce moment même les ravages à l'hôpital par exemple : à la moindre difficulté, tout le système s'enraye. Moins visible à l'université, cette mécanique se traduit par un écart croissant entre le marché privé de l'enseignement supérieur et l'université publique, par une recherche sous-dotée (à laquelle la LPR ne changera rien, bien au contraire, en privilégiant les crédits d'une poignée de chercheur·se·s et en sacrifiant tous les autres), par un enseignement assuré par une armée de réserve de vacataires payé·e·s sous le SMIC horaire, par des étudiant·e·s déconsidéré·e·s.

**Le récent passage au “tout à distance” sans moyens,** avec des outils développés par les GAFAM et inadaptés à l'enseignement supérieur, avec une croyance en la “continuité pédagogique” qui confine à la pensée magique, lorsque l'on connaît la précarité matérielle des étudiant·e·s et, parfois, de leurs enseignant·e·s, est une bonne illustration de la politique menée et aggravée par la crise sanitaire. Le gouvernement ne cherche pas à savoir combien d'étudiant·e·s resteront sur le bord de la route, combien d'enseignant·e·s perdront le sens de leurs métiers et combien de personnels administratifs finiront le semestre en burn-out : il lui suffit de montrer que des diplômes sont délivrés, que des cours à distance sont réalisés, et de faire ensuite comme si tout allait bien, ici comme ailleurs, alors même que le bateau coule.



formeesudeduc.org

**La section Sud Éducation de l'Université Sorbonne Paris Nord appelle, dans les semaines qui viennent, à la tenue d'AG locales sur les différents campus de l'université** pour construire un mouvement social d'ampleur. Dans le même temps, un travail de recensement des dysfonctionnements rencontrés par les agent·e·s (sur place comme en "télétravail") sera réalisé, ainsi qu'un travail de signalement plus systématique par tickets des problèmes matériels à l'université (amphis qui fuient, matériel cassé ou non remplacé, etc.).

**La section Sud Éducation de l'Université Sorbonne Paris Nord exige, à l'échelle de l'Université :**

- Une reconnaissance de la surcharge de travail associée à l'enseignement à distance par la transformation des TP/TD en CM, comme cela a été obtenu dans une autre université du département.
- Un vaste mouvement de titularisation des agent·e·s vacataires (enseignant·e·s et BIATSS), sans lesquels l'université ne fonctionnerait tout simplement plus.
- Que le télétravail demeure strictement encadré (*comme le prévoit le Décret n° 2016-151 du 11 février 2016*) : accord explicite de l'agent·e, fourniture de l'ensemble des moyens matériels adaptés si besoin (ordinateurs, écrans, bureaux, fauteuil, clé 4G...), horaires clairement définis. Les agent·e·s (dont les nombreux·ses vacataires) ne pouvant télétravailler (quelles qu'en soient les raisons) doivent pouvoir accéder à leur lieu de travail s'ils /elles le souhaitent, et disposer pour cela d'un justificatif de l'employeur. A défaut, les personnels doivent bénéficier d'une autorisation spéciale d'absence.
- Que les heures de vacation annulées soient payées intégralement, et que des aides d'urgence soient proposées aux personnels et étudiant·e·s les plus précaires.
- Que les moyens matériels du suivi des cours en ligne soient fournis aux étudiant·e·s et que celles et ceux qui ne peuvent suivre des cours en ligne puissent le faire depuis des salles équipées à cette fin sur les campus.
- Qu'un vaste plan d'investissement permette de rénover les locaux de l'université (portes, fenêtres, toitures, isolation, etc.) et d'augmenter les capacités d'accueil dans un contexte où les effectifs croissent chaque année.
- Que le personnel et les étudiant·e·s se voient doté·e·s de masques FFP2 assurant une meilleure protection sur le plan sanitaire que des masques en tissu.

Adresse de contact : [section-sudeduc-univparis13@riseup.net](mailto:section-sudeduc-univparis13@riseup.net)